

2 septembre 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République et Tony Blair, Premier ministre britannique, sur l'initiative franco-britannique sur les financements innovants au service du développement durable, notamment en faveur de l'Afrique subsaharienne, Johannesburg le 2 septembre 2002.

LE PRESIDENT - Un mot rapide entre deux réunions. Nous avons souhaité, le Premier ministre britannique et moi-même, simplement, vous informer d'une initiative que nous avons voulu prendre ensemble dans le cadre des préoccupations générales qui sont celles de notre sommet. Nous sommes bien entendu favorables au développement nécessaire des investissements des pays en voie de développement, notamment des investissements d'infrastructures et en particulier, naturellement, des investissements qui soient conformes aux exigences du développement durable. Nous savons très bien que l'aide au développement doit augmenter. Nous avons engagé une action d'augmentation de l'aide publique au développement. Mais nous savons également qu'il faut mobiliser les capitaux privés et notamment les capitaux nationaux pour conduire une politique de développement national.

Et comme parfois ces capitaux ont du mal à prendre les risques souvent importants de mobilisation, nous avons ensemble décidé de faciliter la mobilisation des capitaux nationaux en donnant une garantie en quelque sorte de bonne fin à l'investissement réalisé par ces capitaux nationaux, cette garantie de bonne fin levant les obstacles qui peuvent s'accumuler pour ce genre d'investissements. Par des moyens adaptés, chacun, à nos procédures financières, nous ferons un effort de 100 millions d'euros, c'est-à-dire en gros 100 millions de dollars, sur la période des trois ans qui viennent. Et nous attendons de cet effort la mobilisation d'au moins un milliard de dollars en terme d'investissements pour les équipements des pays en question.

Voilà l'idée commune entre la Grande-Bretagne et la France. Et je laisse au Premier ministre britannique le soin d'en donner plus précisément les éléments.

M. TONY BLAIR - Permettez-moi tout d'abord de remercier le Président CHIRAC d'avoir pris cette initiative et de le remercier pour tout ce qu'il a fait dans le domaine du développement et de l'environnement. Il est tout à fait opportun que la France préside le G8 l'année prochaine. Ceci nous donnera une grande occasion d'aller de l'avant sur le NEPAD, le partenariat pour l'Afrique. Je suis tout à fait convaincu que la France et la Grande-Bretagne peuvent travailler en étroite collaboration sur ces sujets.

La proposition, l'initiative d'aujourd'hui est importante mais elle n'est qu'un élément d'une série d'actions. Nous agissons dans le domaine de l'aide et du développement, de la résolution des conflits et bien sûr de l'environnement et du changement climatique, deux sujets qui nous occupent particulièrement aujourd'hui. Cette initiative rassemble un certain nombre d'éléments. Comme le Président vient de vous le dire, nos deux pays vont mobiliser une somme d'environ 100 millions d'euros chacun sur les quelques années à venir pour aider à mobiliser des investissements privés ou non à hauteur, nous l'espérons, de plusieurs milliards de dollars qui

nous permettront d'aider autant de projets que possible.

Notre projet est d'inciter le financement et le développement par le secteur privé d'industries et de services au public qui mettront en place un environnement durable dans les pays les plus pauvres du monde. Nous cherchons donc à associer des investissements privés, la puissance de mobilisation des Etats, tout cela dans le respect de l'environnement. En ce qui concerne les services au public et d'autres projets ayant un impact sur l'environnement, nous sommes convaincus que cette initiative aidera à développer les équipements publics de ces pays ainsi qu'à renforcer les services publics des pays qui auront particulièrement besoin de cette aide dans les années à venir.

Je voulais donc remercier tout particulièrement le Président CHIRAC de son aide et de son association dans cette initiative. Comme je l'ai déjà dit, c'est l'un des nombreux exemples de ce que nos deux pays essaient de faire dans le cadre de l'Union européenne, du G8 ou ailleurs pour donner corps au principe de ce sommet : le développement durable, c'est-à-dire la lutte contre la pauvreté dans le monde et la recherche d'une croissance mondiale durable et respectueuse de l'environnement. Merci.

QUESTION (inaudible)

M. TONY BLAIR - Etant donné le contexte de cette conférence de presse et la présence du Président CHIRAC, je m'en tiendrai à l'initiative du jour. Ceci étant, le principe-même du partenariat pour l'Afrique c'est de s'assurer que de telles initiatives soient menées en partenariat avec les gouvernements des pays en développement. Il est donc essentiel que ces gouvernements soient également attachés aux principes du développement durable et de la bonne gouvernance. Dans les dernières années, il y a eu un changement parfaitement illustré par le NEPAD dans la politique d'aide au développement : ce doit être un partenariat entre le monde développé, le monde en développement, les entreprises, les ONG et la société civile. Chacun a ses responsabilités propres et chacun doit respecter les principes de la bonne gouvernance et de responsabilité. C'est pourquoi la confiance est la clé de la réussite de telles initiatives.

QUESTION - Mais les moyens sont modestes à

M. TONY BLAIR - Bien sûr il faut toujours plus. Mais comme je le disais, il faut comprendre que cette initiative n'est qu'un des éléments de ce que nous faisons. Depuis un grand nombre d'années déjà, la France est parmi les premiers donateurs d'aide au développement. L'aide au développement britannique représente un pourcentage croissant du PIB. Dans les années à venir, l'aide à l'Afrique atteindra un milliard de livres sterling. Cette initiative, qui traite d'investissements privés dans des projets utiles au développement durable, n'est qu'un des éléments de ce que nous faisons. Il faut bien comprendre que ces sommets ne peuvent pas produire tout ce qu'on attend d'eux. Mais il ne faut pas croire que rien n'en sort parce qu'il n'en sort pas tout ce qu'on attendait. Nous progressons.

QUESTION - Que pensez-vous que les Africains attendent de ce sommet ?

LE PRESIDENT - Je crois que je peux répondre aussi bien pour le Premier Ministre britannique que pour moi.

Nous avons parfaitement conscience de la situation de l'Afrique. Nous sommes déterminés à répondre aux besoins de l'Afrique. C'est dans cet esprit que nous avons décidé, d'une part, d'augmenter sensiblement l'aide publique au développement et d'affecter une part majoritaire de cette augmentation à l'Afrique. Deuxièmement, c'est dans cet esprit que nous avons voulu changer l'approche du développement africain avec le soutien que nous avons apporté, dès l'origine, aussi bien le Premier ministre Tony BLAIR que moi, au NEPAD. C'est-à-dire à un processus qui substitue la notion, la culture de partenariat à la culture et à la notion d'assistance. Ce qui est tout à fait capital.

Et nous sommes heureux de constater qu'à l'initiative d'un certain nombre de d'Africains, au premier rang desquels aujourd'hui le Président qui nous reçoit, le Président d'Afrique du Sud, M. Thabo MBEKI, nous assistons à une véritable prise de conscience. Nous l'avons vu à Kananaskis, au Sommet du G8, qui a été pour une grande part consacré au développement durable et à l'Afrique.

J'ai déjà indiqué en accord naturellement avec le Premier ministre britannique que le G8 dont

Il a déjà marqué, en accord naturellement avec le Premier ministre britannique, que le G8, dont la France assume à partir de l'année prochaine la présidence, qui se réunira à Evian l'année prochaine, sera pour l'essentiel consacré à cette impulsion donnée, grâce au NEPAD, au développement africain. Et je peux vous assurer que c'est en quelque sorte une approche nouvelle et contractuelle entre l'Afrique et, je l'espère, l'ensemble du nord et des pays riches, en tous les cas de l'Union européenne, qui permettra de faire un vrai progrès dans le développement durable de l'Afrique.